

CURRICULUM VITAE

Alié Maryse

ACTIVITES PROFESSIONNELLES EN COURS

1. Avocate au Barreau de Bruxelles (en cours depuis septembre 2004) – Titulaire de l'attestation en cassation pénale habilitant à prêter devant la Cour de cassation en matière pénale

► **Matières préférentielles** : droit pénal, droit pénal international, droit humanitaire, droit de l'homme et droits des étrangers.

► **Ma longue pratique professionnelle touche bien sûr plusieurs dossiers relatifs à l'exercice de la compétence universelle par la Belgique en cas de crimes de droit international pénal.**

2. Professeur de droit de la procédure pénale dans le cadre du Certificat à exercer la profession d'avocat (CAPA) (en cours depuis 2014)

3. Assistante en droit pénale et procédure pénale, (à 30% depuis le 15 septembre 2017 et à 20 % à ma demande depuis le 15 septembre 2019)

Ce mandat comprend une charge de cours (travaux pratiques) ainsi que le suivi de travaux spécifiques en droit pénal ainsi qu'une charge de recherche en droit pénal et international pénal.

4. Assistante pour la Clinique de droit pénal européen et la Clinique de droit international pénal (depuis le 1^{er} janvier 2020, Université Libre, Bruxelles)

Ce mandat comprend le suivi de la résolution de casus à destination de professionnels tant en droit pénal européen qu'en droit international pénal.

5. Membre du Groupe de recherche en matière pénale et criminelle (GREPEC) depuis le 15 septembre 2017, Université de Saint-Louis, Bruxelles

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE CIRCONTANCIEE

1. Missions d'expertise sur les questions de droit international pénal dans le cadre du : "Workshop with the Sri Lankan Armed Forces: Towards Developing a Security Architecture based on Understanding the Past", Port Dickson, Malaisie (Mandataire : section « Politique étrangère, Sécurité, Développement » du Département fédéral suisse des affaires étrangères) :

- 1^{ère} mission **janvier 2018** ;

- 2^{ème} mission **avril 2019**.

Octobre 2019, toujours pour la section « Politique étrangère, Sécurité, Développement » du Département fédéral suisse des affaires étrangères =) Expert en droit international pénal aux côtés de David Tolberg pour une session de travail intitulée : « Conference regarding a Potential

Contribution of the Tamil Diaspora to Dealing with the Past Initiatives and Processes » (lieu : Zurich).

Ces missions d'expertise ont pour but la poursuite des crimes commis durant le conflit armé au Sri Lanka.

2.Chargée d'enseignement dans le cadre du Master numérique de Droit international et européen des Droits Fondamentaux de l'Université de Nantes et de Paris-X Nanterre (2004-2016)

► **Activités principales:** encadrement et correction de mémoires (choix des thématiques en droit pénal, procédure pénale et droit international pénal et droit humanitaire), rédaction d'avis juridiques, préparation et correction des examens.

3.Chargée de recherche sur l'article 409 du Code pénal et comparatif européen pour l'ASBL Intact, (2014).

4.Collaboratrice scientifique à l'Université catholique de Louvain rattachée au Centre Charles De Visscher pour le droit international et européen – objectif : recherches en droit international pénal (CeDIE) (2013-2014).

5.Chargée de formation sur le thème de la torture : public cible : avocats burundais, rwandais et congolais travaillant en partenariat avec Avocats sans Frontières Belgique (Burundi, avril 2010).

6.Chargé du suivi judiciaire du procès de Rachel Corrie c. Ministère de la défense israélien, mission effectuée pour Avocats sans Frontières Belgique (=) objectif : établissement ou non de la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat d'Israël dans l'assassinat de Rachel Corrie par un blindé de l'armée (Israël, mars 2010).

7.Conseillère juridique à la Cour pénale internationale - Affaire le Procureur contre Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui (équipe de défense de Mathieu Ngudjolo Chui / mars 2008-novembre 2009)

► **Activités principales** : recherches juridiques notamment en droit international pénal, en droit comparé et en droits de l'homme (systèmes international et régionaux), étude des éléments de preuve à charge et à décharge, rédaction de nombreux memorandum et avis juridiques à l'intention des Conseils sur diverses problématiques doctrinales et jurisprudentielles, examen des soumissions et décisions relatives à l'affaire, conception, organisation et conduite de missions d'enquêtes en RDC, gestion des personnes ressources, préparation d'interrogatoires de témoins, préparation de nombreuses interventions en audiences, plaidoiries, rédaction de nombreux actes juridiques, préparation et participation à diverses réunions avec le Bureau du Procureur.

8.Expert en droits de l'homme auprès de la Mission de surveillance d'Aceh établie dans le cadre des accords de paix d'Helsinki (mission conjointe du Conseil de l'UE et de l'ASEAN, octobre 2005-décembre 2005)

► **Activités principales** : rédaction de notes juridiques sur l'application du droit international humanitaire et des droits de l'homme à la situation d'Aceh ; monitoring des droits de l'homme dans le cadre des accords de paix d'Helsinki entre le mouvement rebelle indépendantiste du GAM

et du Gouvernement indonésien ; coordination des 11 bureaux de district dans le monitoring des droits de l'homme ; analyses de cas afin d'identifier les prisonniers politiques et participation à la négociation de leur libération ; étude de la problématique des amnisties.

9.Chargée de formation en droits fondamentaux dans le cadre de la formation des juges siégeant dans les tribunaux de grande instance au Burundi, missions effectuées pour Avocats sans Frontières Belgique (Burundi, première mission décembre 2003- janvier 2004, seconde mission: mars 2004)

► **Activités principales:** rédaction d'un syllabus, préparation d'exercices pratiques, rédaction de dossiers thématiques (peine de mort, procès équitable) ainsi que d'un recueil de textes législatifs, et dispense des formations.

10.Conseillère en droits de l'homme pour les Nations unies au Bureau du Haut Commissariat aux droits de l'homme au Cambodge (Cambodge, avril 2001 – août 2003)

► **Activités principales:** analyses législatives; conception de directives, entre autres, pour le suivi de procès, assistance technique au gouvernement cambodgien dans ses obligations de rapports aux organes de suivi des conventions internationales en matière de droits de l'homme; sélection, évaluation et suivi de projets ONGs; évaluation de la mise en œuvre de traités internationaux; assistance technique à la Faculté de droit de Phnom Penh et appui à la création d'un cours en droits de l'homme; formations; collaboration avec l'École de la magistrature et le Centre de formation des avocats, monitoring (exemple: élections nationales 2003); suivi de la création des chambres extraordinaires pour juger les 'Khmers rouges' ; études pour le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU; participation à la rédaction des rapports à la Commission des droits de l'homme et à l'Assemblée générale de l'ONU.

11.Collaboration temporaire au Sénat de Belgique (Belgique, janvier 2001- avril 2001)

► **Activités principales:** recherches diverses, notamment dans le domaine des droits de l'enfant; préparation de débats et rédaction de questions parlementaires.

12.Consultante à la Commission européenne - Direction générale éducation et culture (Belgique, mars 1999 - septembre 2000)

► **Activités principales:** sélection et évaluation de projets en matières culturelles à l'échelon européen, suivi financier des projets, et participation à la rédaction d'une directive européenne.

13.Responsable juridique au Ministère de l'infrastructure et des communications - Cellule des travaux à financement fédéral (Belgique, juin 1998 - février 1999)

► **Activités principales:** conception et rédaction de protocoles d'accord relatifs aux travaux à financement fédéral (exemples: gare du midi, tracé royal), présentation des projets au Conseil des ministres, études de questions relatives aux marchés publics, suivi juridique des chantiers.

14.Consultante à la Commission européenne – Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) (Guatemala, février- mars 1998)

► Organisation et réalisation d'une étude de terrain (Guatemala) relative à des projets de l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne visant à la réinsertion d'ex-guérilleros et de populations déplacées.

15. Stagiaire rémunérée à l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne, ECHO (Belgique, octobre 1997 - février 1998)

► **Activités principales** : suivi de la situation humanitaire liée au phénomène El Nino et rédaction de rapports à ce sujet, identification d'ONG candidates à des fonds européens pour des actions humanitaires à Cuba et au Mexique, suivi et évaluation des actions des ONG financées par ECHO.

16. Observatrice internationale dans le cadre de la supervision des élections municipales en Bosnie organisées par l'OSCE (Bosnie, septembre 1997)

17. Chercheuse dans le cadre d'une étude de terrain, financée par le Ministère belge des affaires étrangères, sur la réinsertion sociale d'ex-guérilleros indiens en Colombie (Colombie, juillet-août 1997)

18. Etudiante-stagiaire au sein du cabinet d'avocats Loeff-Claeys-Verbeke (Belgique, année académique 1995-1996)

ÉTUDES

Novembre 2006: **Certificat d'aptitude à exercer la profession d'avocat**, Barreau de Bruxelles, Belgique

2001-2002: **DEA inter-universitaire en droits fondamentaux**, avec mention bien (major de la promotion), Université de Nantes et Université de Paris-X Nanterre, France

Mémoire: Justice pénale internationale et droits de l'homme – l'apport de la jurisprudence des Tribunaux pénaux internationaux pour l'Ex-Yougoslavie et le Rwanda

1996-1997: **Formation complémentaire de 3ème cycle (Master) en coopération au développement** (option: administration publique – droit comparé), Université de Gand, Belgique

Mémoire : La démocratie, la criminalité et le respect des droits de l'homme en Colombie: analyse théorique de la problématique et enquête pratique relative à la réinsertion sociale d'ex-guérilleros

1995-1996: **Agrégation** de l'enseignement secondaire et supérieur non-universitaire en droit, avec distinction, Université catholique de Louvain, Belgique

1993-1996: **Master en droit** (option: droit public), avec distinction, Université catholique de Louvain, Belgique

Mémoire : Le droit à l'enseignement et la liberté d'enseignement dans les quinze pays de l'Union européenne

1991-1993: **Candidature en droit**, avec distinction, Université catholique de Louvain, Belgique

PUBLICATIONS

- Depuis janvier 2016, en collaboration avec Damien Scalia, rédacteur de la **Chronique de droit international pénal** publiée dans la Revue de droit pénal et de criminologie – 2 numéros par an
=) cette chronique me permet de continuer mes recherches en droit pénal international et droit humanitaire et d’être à jour dans la connaissance de la jurisprudence.
Par le biais de cette chronique, j’ai d’ailleurs abordé le cas de la RCA à de multiples reprises.
- Depuis janvier 2018, en collaboration avec Christine Guillain, David Ribant, DilettaTatti, Diletta, Fanny Vansillette, rédacteur de la **Chronique de législation pénale** publiée dans la Revue de droit pénal et de criminologie – 2 numéros par an.
- Guillain, Christine ; Alié, Maryse, « La légalité en procédure pénale : mutations contemporaines d'une exigence constitutionnelle », in: Luc Detroux, Mathias El Berhoumi, Bruno Lombaert (dir.), *La légalité : un principe de la démocratie belge en péril ?*, Larcier, 2019, p.101-140.
- « Caractère avvenu de l’opposition : lueur d’espoir face à une appréciation souveraine laissée pour compte? », *Rev. dr. pén.*, 2018, Vol. no.7, p. 919-932.
- « Cour pénale internationale et juridictions nationales mixtes ou hybrides: un mariage de raison ou la raison d’un mariage ? » In Nederlandt Olivia, Damien Scalia, *Les juridictions pénales internationalisées : un modèle de promesses et de désillusion* (Dossier spécial de la Revue belge de droit international), *RBDI*, 2017, N°1, p.339 et ss.
- « Recension de l’ouvrage : Le transfert de l’exécution des peines privatives et restrictives de liberté en droit européen, À la recherche d’un équilibre entre les intérêts individuels et collectifs, par S. Neveu, Limal, Anthémis, 2016, 502 p. », *Rev. dr. pén.*, 2017, N° 6, p. 601-603.
- « Mineur délinquant de plus de 16 ans et mandat d’arrêt européen : le dessaisissement, un passage obligé ? Revirement jurisprudentiel – note sous Cass. (2e ch., F), 11 mai 2016 P.16.0545.F. », *Rev. dr. pén.*, 2017, p.151-166.
- En collaboration avec D. SCALIA, « Crimes internationaux : condamnation des plus hauts responsables, et après ? » – (Première partie, J.T., 2016, N°32, p.575 et ss) – (Seconde partie J.T. 2016, N° 33, p. 597 et ss.).
- « L’adaptation de peine d’un jugement étranger : quel pouvoir ou quelle marge d’appréciation pour le juge belge ? » – note sous Cour d’appel de Bruxelles (vac. Section 1), 31 juillet 2015, *Rev. dr. pén.*, 2016, p.575-590.
- « Mutilations génitales féminines : examen d'une infraction encore trop méconnue », *Rev. dr. pén.*, 2015, N°11, p.1020-1059.

- « Les mutilations génitales féminines : de l’incrimination aux poursuites - état des lieux en Belgique et regards européens », Etude commandée par l’ASBL Intact, Octobre 2014, (voir l’étude sur le site : <http://www.intact-association.org>)
- « Cour pénale internationale : une montagne accouchant d’une souris ? Observations sur les premiers jugements dans les affaires Lubanga et Ngudjolo », in D. BERNARD et D. SCALIA (sous la dir. de), Vingt ans de justice internationale pénale, Dossier N°21 de la *Rev. dr. pén.*, 2014, p. 237-256
- « Permissions de sortie et congés pénitentiaires : quid des droits de la défense ? Point de vue d’un avocat », in B. MINE et L. ROBERT (ed.), Permissions de sortie et congé pénitentiaire : la porte entrouverte, Maklu, p.83-98.
- « Les victimes de viol doivent-elles craindre d’être condamnées aux frais de justice ? La Justice fait prévaloir l’équité sur la lettre de la loi », 2 avril 2013, article disponible sur le site <http://www.justice-en-ligne.be/article545.html>.
- « L’affaire Lumumba : imprescriptibilité des crimes de guerre et feu vert à l’ouverture d’une instruction en Belgique », 22 février 2013; article disponible sur le site <http://www.justice-en-ligne.be/article531.html#reactions>.
- « Spécificités de la procédure devant la Cour pénale internationale : analyses et réflexions relatives à la phase préliminaire du procès pénal » *RBDI*, 2010/2, p.501-571.
- « Les droits de la Défense devant la Cour pénale internationale », Forum (publication du barreau de Bruxelles), N°164, 15-30/06/09.
- « Les accords de paix d’Aceh: une étape politique vers une paix durables ? », *Revue de droits fondamentaux*, 2007, p.1-51, article disponible sur le site http://www.droits-fondamentaux.org/article.php3?id_article=136.
- Syllabi relatifs aux droits de l’homme, Avocats sans frontières, 2004. Voir : http://www.asf.be/publications/formations_burundi_formation_magistrats_burundais_janv-mars2004_FR.pdf.
- « Les Chambres extraordinaires pour juger les hauts responsables Khmers rouges », *RBDI*, 2005/2, Vol. 38, p. 583-621.
- « ECHO file » relatif à la situation économique, politique et sociale au Guatemala et aux interventions de l’Office d’aide humanitaire de la Commission européenne sur le terrain (N° 12, mai 1998)

CONFERENCES / FORMATIONS DISPENSEES

- La récidive : aspects légaux et pratiques, 10 mars 2020, Université libre de Bruxelles (intervention dans le cadre du cours de droit pénal).
- La légalité en procédure pénale, présentation avec Christine Guillain dans le cadre du colloque « L'exigence de légalité : un principe de la démocratie belge en péril ? », organisé par le Centre interdisciplinaire de recherche en droit constitutionnel (CIRC) de l'USL-B, Bruxelles, 7 décembre 2018.
- Aspects juridiques du jugement du Tribunal correctionnel du 23 avril 2018 dans l'affaire Abdeslam et Ayari, Présentation avec Dimitri DE BECO à la réunion du GREPEC, 25 mai 2018.
- Aspects factuels et juridiques du procès Abdeslam et Ayari, conférence dans le cours de droit pénal spécial du Professeur Christine Guillain, 23 mars 2018, Université Saint-Louis.
- Les liens entre la Cour pénale internationale et les juridictions pénales mixtes - présentation à la réunion du GREPEC, 23 février 2018.
- CPI, Aspects pratiques des affaires tirées de la situation renvoyée par la RDC, 30 novembre 2017, Université Saint-Louis, (conférence dans le cours de droit humanitaire dans le MSDH).
- CPI, Aspects procéduraux des affaires tirées de la situation renvoyée par la RDC, 27 novembre 2016, Université libre de Bruxelles (intervention dans le cadre du cours de droit international pénal).
- En collaboration avec Damien Scalia, Procédures pénales internationales, 20 novembre 2016, Université de Saint-Louis, (conférence dans le cadre du cours de droit humanitaire dans le MSDH).
- Le rôle de l'avocat dans la défense de personnes toxicomanes : entre le marteau et l'enclume ?, 26 novembre 2015, Intervention au Colloque de l'ASBL – Le Prisme / Ambulatoire Forest, Bruxelles.
- CPI, Aspects procéduraux des affaires tirées de la situation renvoyée par la RDC, 10 novembre 2015, Université libre de Bruxelles (intervention dans le cadre du cours de droit international pénal)
- Mutilations génitales féminines : de l'incrimination aux poursuites, novembre 2014, ASBL Intact, Bruxelles.
- CPI, les grandes étapes procédurales, novembre 2014, Université libre de Bruxelles (intervention dans le cadre du cours de droit international pénal).
- CPI, les grandes étapes procédurales, novembre 2013, Université libre de Bruxelles (intervention dans le cadre du cours de droit international pénal).
- CPI : l'affaire Thomas Lubanga, Enfin un jugement sur la culpabilité, 28 mars 2012, Université libre de Bruxelles Bruxelles (intervention dans le cadre du cours de droit international pénal).
- La CPI : Un pas plus loin, participation à une table ronde organisée par l'Institut des droits de l'homme du Barreau de Bruxelles, 10 février 2012.
- La Cour pénale internationale, 28 février 2011, Université libre de Bruxelles, Belgique (intervention dans le cadre du cours de droit international pénal).
- Les juridictions pénales "quasi internationales" – le cas du Cambodge, le 22 mars 2005, Université libre de Bruxelles.
- Le procès équitable, le 22 mars 2004, Bujumbura, Burundi.
- La peine de mort, le 19 mars 2004, Bujumbura, Burundi.
- Les objectifs du millénaire pour le développement et les droits de l'homme - une approche pratique au travers des droits économiques, sociaux et culturels, le 13 Juin 2003, Sihanoukville, Cambodge.
- Les droits civils et politiques des minorités, le 25 juin 2002, Phnom Penh, Cambodge.

- La Convention internationale contre l'élimination de toutes les formes de discriminations raciales: contenu et mécanisme de rapport, les 22 et 23 janvier 2002, Phnom Penh, Cambodge.
- Le droit à l'éducation au regard de la Constitution cambodgienne et des exigences émanant des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, le 28 septembre 2001, Phnom Penh, Cambodge.

CONNAISSANCES LINGUISTIQUES

Français : langue maternelle

Anglais : très bonne maîtrise (langue de travail durant plusieurs années)

Néerlandais : connaissances passives (une année d'étude universitaire à Gand)

Espagnol : connaissances de base (Juillet 1996 : Diplôme en histoire, culture et politique espagnols avec grande distinction, Université diplomatique de Madrid, Espagne)

CENTRES D'INTERETS

Danse contemporaine, peinture abstraite, lecture, voyages, politique internationale...